

# La ruée sur les terres, version moderne

## Partage international n° 286 - Juin 2012

L'Australie appartient-elle aux Australiens ? La terre de Tanzanie est-elle réservée à l'usage des citoyens tanzaniens ? Est-ce que les citoyens soudanais, congolais ou ukrainiens « possèdent » leur terre agricole ? Eh bien, oui et non. La réponse n'est pas simple.

Poussées par la crise alimentaire mondiale, des nations du Moyen-Orient et d'Asie ont entrepris l'acquisition de terres agricoles à l'étranger afin de compenser leur manque de terre arable. En raison de pénuries d'eau, les nations du Moyen-Orient comme le Qatar, la Jordanie, le Koweït et l'Arabie Saoudite se sont tournées vers l'Afrique pour des milliers et des milliers d'hectares de terre, tandis que l'augmentation des populations et l'amenuisement des terres ont conduit l'Inde et la Chine à acheter également des terres agricoles à l'étranger.

Il y a quelques années, une grosse propriété foncière comptait environ 100 000 ha. Aujourd'hui, les plus grandes dépassent largement ce chiffre. Rien qu'au Soudan, la Corée du Sud a signé des acquis pour 690 000 ha, les Émirats Arabes Unis (UAE) pour 400 000 ha, et l'Égypte s'est garanti une semblable tractation pour faire pousser du blé. Un membre du gouvernement soudanais a déclaré que son pays avait réservé pour les gouvernements arabes environ un cinquième des terres cultivables du plus grand pays d'Afrique (traditionnellement connu comme le grenier du monde arabe).

Dans le passé, les investissements agricoles étaient généralement privés : des investisseurs privés achetaient de la terre à des propriétaires privés. Ce procédé s'est poursuivi avec, particulièrement, la main mise sur les terres privatisées de l'ancienne Union soviétique : une société suédoise, Alpcot Agro, a acheté 128 000 ha de terres en Russie ; les industries Heavy Hyundai, de Corée du Sud, ont investi 6,5 millions de dollars pour une participation majoritaire chez Khorol Zerno, une société détenant 10 000 ha à l'est de la Sibérie ; Morgan Stanley, une banque américaine, a acquis 40 000 ha en Ukraine. Et Pava, le plus gros fournisseur de céréales de Russie, envisage de vendre 40 % de ses possessions

foncières à des investisseurs du Golfe, leur offrant l'accès à 500 000 ha.

Selon l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), un groupe de réflexion de Washington, entre 15 et 20 millions d'ha de terre cultivable dans des pays pauvres ont fait l'objet de transactions ou de pourparlers impliquant des étrangers, depuis 2006. Cela représente la superficie des terres agricoles françaises et un cinquième de toutes les terres cultivables de l'Union européenne.

En résumé, de nombreux gouvernements vendent des zones étendues de leur propre territoire à de riches nations. C'est une version moderne de la ruée sur les terres, et c'est motivé par deux impulsions principales : des profits réalisés à moindre coût, et une peur croissante de l'insécurité alimentaire, exacerbée par les effets imprévisibles du changement climatique.

Une première étude indique qu'au moins 227 millions d'ha de terre ont été vendus, loués ou concédés sur une grande échelle depuis 2001, principalement au profit d'investisseurs internationaux. Cette ruée moderne s'explique par la tendance à produire de la nourriture qui sera consommée outremer, à se fixer des objectifs néfastes de production de biocarburant, et à spéculer sur la terre à la recherche de profits faciles.

Logiquement, la question suivante portera sur les droits et la sécurité des peuples vivant sur les terres sur le point d'être acquises par des investisseurs étrangers. La plupart des transactions consistent en fait à « *une saisie des terres* », où les droits et besoins des populations locales sont ignorés. Il existe des garanties internationales pour protéger les pauvres, mais elles sont bafouées. Et les femmes, qui produisent jusqu'à 80 % de la nourriture dans certains pays pauvres, sont les plus exposées.

Oxfam en appelle aux investisseurs, aux gouvernements et aux organisations internationales pour stopper d'urgence cette ruée sur les terres. Oxfam demande que les lois et les normes soient respectées et renforcées afin de protéger les populations vulnérables. Les avantages accordés aux producteurs de biocarburant doivent être supprimés.

Comme c'est habituellement le cas, ce sont les

personnes les plus pauvres qui sont les plus durement touchées tandis que la compétition pour la terre s'intensifie. Les enquêtes d'Oxfam montrent que les paysans sont régulièrement perdants contre les élites locales et les investisseurs nationaux ou étrangers, car ils se trouvent dans l'incapacité de réclamer leurs droits et de défendre leurs intérêts.

Le problème est que le terrain de jeu est tout sauf égal et que les communautés locales sont trop faibles actuellement face à la puissance des investisseurs.

**Sources** : Oxfam, G.-B. ; economist.com

**Thématiques** : [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)  
**Rubrique** : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)